

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
31 décembre 2024
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 27 décembre 2024, adressée à la Présidente
du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil
de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant
le Soudan**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan, qui rend compte des activités menées par le Comité entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2024. Le Comité a approuvé le rapport, qui est soumis en application de la note du Président du Conseil en date du 29 mars 1995 ([S/1995/234](#)).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan
(Signé) Joonkook **Hwang**



Rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan

I. Introduction

1. Le présent rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan porte sur la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.
2. La présidence du Bureau du Comité a été assurée par Joonkook Hwang (République de Corée) et la vice-présidence par la Suisse.

II. Contexte

3. Par sa résolution 1556 (2004), le Conseil de sécurité a imposé un embargo sur les armes à tous individus et entités non gouvernementales, y compris les Janjaouid, opérant dans les États du Darfour septentrional, du Darfour méridional et du Darfour occidental (Soudan). Par sa résolution 1591 (2005), il a étendu cet embargo à toutes les parties à l'Accord de cessez-le-feu de N'Djamena et à tout autre belligérant dans les États susmentionnés (ainsi que, comme il l'a confirmé ultérieurement dans sa résolution 2035 (2012), dans les deux nouveaux États du Darfour oriental et du Darfour central). Des dérogations à ces mesures ont aussi été prévues.
4. Par sa résolution 1591 (2005) également, le Conseil de sécurité a créé un comité chargé de suivre l'application de l'embargo sur les armes et de deux mesures supplémentaires prévues dans cette résolution, à savoir une interdiction de voyager et un gel des avoirs, mesures applicables aux personnes que le Comité aura désignées sur la base des critères fixés dans la résolution. Le Conseil a ensuite décidé, dans sa résolution 2035 (2012), que ces critères s'appliqueraient également à des entités. Par sa résolution 1672 (2006), il a désigné quatre personnes devant faire l'objet d'une interdiction de voyager et d'un gel de leurs avoirs.
5. Par sa résolution 1945 (2010), le Conseil de sécurité a renforcé l'embargo sur les armes en précisant quelles étaient les dérogations à cette mesure et en décidant que toute vente ou fourniture d'armes et de matériels connexes au Soudan non interdite par l'embargo serait subordonnée à la présentation des documents nécessaires concernant l'utilisateur final. Il a de nouveau mis à jour les dérogations dans la résolution 2035 (2012).
6. Dans sa résolution 2750 (2024), le Conseil a décidé de réaffirmer et de reconduire les mesures de sanction jusqu'au 12 septembre 2025.
7. Le Groupe d'experts, qui est placé sous la direction du Comité, a été créé par la résolution 1591 (2005) du Conseil de sécurité pour aider le Comité à suivre l'application des mesures et lui communiquer des informations sur les personnes qui pourraient être soumises aux sanctions. Par sa résolution 1713 (2006), le Conseil a porté à cinq le nombre de membres du Groupe d'experts, qui était initialement de quatre. Le mandat du Groupe d'experts a été prorogé en dernier lieu par la résolution 2725 (2024) du Conseil, jusqu'au 12 mars 2025.
8. Le 19 juillet 2024, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2744 (2024), par laquelle il a adopté de nouvelles procédures d'examen des demandes de radiation présentées par des personnes, groupes, entreprises ou entités inscrit(e)s sur la liste du Comité créé par la résolution 1591 (2005) et les listes des autres comités des sanctions créés par le Conseil, à l'exception de la liste du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'État

islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés, qui continue de relever du Bureau du Médiateur. Ces procédures remplacent les procédures de radiation énoncées dans la résolution 1730 (2006) et commenceront à s'appliquer une fois que le Secrétaire général aura nommé le nouveau Point focal pour les demandes de radiation.

9. On trouvera de plus amples informations générales sur le régime de sanctions concernant le Soudan dans les rapports annuels précédents du Comité.

III. Résumé des activités du Comité

10. Le Comité s'est réuni quatre fois dans le cadre de consultations, le 15 janvier, le 4 juin, le 19 août et le 7 novembre. Il a en outre mené une partie de ses travaux par correspondance.

11. Lors des consultations tenues le 12 janvier, le Comité a entendu un exposé du Groupe d'experts sur son rapport final (S/2024/65), présenté en application du paragraphe 2 de la résolution 2676 (2023), et examiné les recommandations y figurant.

12. Lors des consultations tenues le 4 juin, le Comité a entendu un exposé du Groupe d'experts sur son programme de travail, présenté en application de la résolution 2725 (2024).

13. Lors des consultations tenues le 19 août, le Comité a entendu un exposé du Groupe d'experts sur son rapport d'activité, présenté en application du paragraphe 2 de la résolution 2725 (2024).

14. Lors des consultations tenues le 7 novembre, le Comité a entendu un exposé du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, au nom du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, conformément au paragraphe 5 de la résolution 2664 (2022).

15. À l'issue des consultations tenues le 12 janvier, le 4 juin et le 7 novembre, le Comité a transmis par communiqués de presse de brefs résumés de ses travaux (SC/15579, SC/15720 et SC/15918), conformément au paragraphe 104 de l'annexe à la note du Président du Conseil de sécurité en date du 30 août 2017 (S/2017/507).

16. Conformément au paragraphe 3 a) iv) de la résolution 1591 (2005), le Président du Comité a rendu compte au Conseil de sécurité des travaux du Comité le 19 mars (S/PV.9581), le 13 juin (S/PV.9656), le 11 septembre (S/PV.9722) et le 11 décembre (S/PV.9807).

17. Le Comité a reçu les rapports de mise en œuvre de deux États Membres.

18. Le Comité a adressé à des États Membres et à d'autres acteurs intéressés quatre communications concernant l'application des sanctions.

IV. Dérogations

19. Les dérogations à l'embargo sur les armes sont énoncées au paragraphe 9 de la résolution 1556 (2004) et au paragraphe 7 de la résolution 1591 (2005), et ont été mises à jour par la suite à l'alinéa b) du paragraphe 8 de la résolution 1945 (2010) et au paragraphe 4 de la résolution 2035 (2012).

20. Les dérogations à l'interdiction de voyager sont énoncées à l'alinéa f) du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005).

21. Les dérogations au gel des avoirs sont énoncées à l'alinéa g) du paragraphe 3 de la même résolution.
22. Au cours de la période considérée, le Comité n'a reçu ni notification ni demande de dérogation.

V. Liste relative aux sanctions

23. Les critères de désignation des personnes et entités passibles d'une interdiction de voyager et d'un gel des avoirs sont définis à l'alinéa c) du paragraphe 3 de la résolution [1591 \(2005\)](#). Les procédures relatives aux demandes d'inscription et de radiation sont décrites dans les directives régissant la conduite des travaux du Comité.
24. Le 8 novembre, le Comité a ajouté deux personnes à la liste (voir SC/15892). À la fin de la période considérée, cinq personnes étaient inscrites sur la liste relative aux sanctions tenue par le Comité.

VI. Groupe d'experts

25. Le 15 janvier, conformément au paragraphe 2 de la résolution [2676 \(2023\)](#), le rapport final du Groupe d'experts a été transmis au Conseil de sécurité et publié comme document du Conseil ([S/2024/65](#)).
26. Le 22 avril, après l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution [2725 \(2024\)](#), le Secrétaire général a nommé quatre membres du Groupe d'experts, à savoir des spécialistes des groupes armés, des questions financières, du droit international humanitaire et des questions régionales (voir [S/2024/348](#)). Le 23 mai, le Secrétaire général a nommé une cinquième experte, spécialisée dans les armes (voir [S/2024/403](#)). Le mandat du Groupe d'experts arrive à expiration le 12 mars 2025.
27. Le 7 août, le Groupe d'experts a présenté son rapport d'activité au Comité, conformément au paragraphe 2 de la résolution [2725 \(2024\)](#).
28. En application du paragraphe 2 de la résolution [2676 \(2023\)](#) et du paragraphe 2 de la résolution [2725 \(2024\)](#), le Groupe d'experts a présenté au Comité des rapports trimestriels actualisés sur ses activités le 23 février, le 13 mars et le 13 juin. Il a présenté un autre rapport trimestriel le 18 novembre.
29. Le 23 décembre, conformément au paragraphe 2 de la résolution [2725 \(2024\)](#), le Groupe d'experts a présenté au Comité son rapport final, qui sera transmis au Conseil de sécurité et publié comme document du Conseil en janvier 2025.
30. Le Groupe d'experts s'est rendu aux Émirats arabes unis, aux États-Unis d'Amérique, en Éthiopie, en Italie, au Kenya, en Ouganda et au Soudan.
31. Depuis le 1^{er} janvier 2024, dans le cadre de son mandat, le Groupe d'experts, par l'intermédiaire du Secrétariat, a adressé 32 lettres à des États Membres et à des entités internationales, régionales et nationales.

VII. Appui administratif et technique du Secrétariat

32. La Division des affaires du Conseil de sécurité a fourni un appui d'ordre administratif et technique à la présidence et aux membres du Comité. Elle a également apporté un appui consultatif aux États Membres en vue de faire mieux comprendre le régime de sanctions et de faciliter l'application des mesures. Elle a organisé des

réunions d'information à l'intention des nouveaux membres du Conseil pour les aider à se familiariser avec les questions relatives au régime de sanctions. Pour compléter ces réunions, le Secrétariat a organisé du 6 au 8 décembre, à l'intention des nouveaux membres du Conseil, la quatrième session de formation portant sur l'élaboration, l'application, le suivi, l'évaluation, l'adaptation et la reformulation des sanctions.

33. Afin d'aider le Comité à recruter des expert(e)s doté(e)s des qualifications voulues et reflétant une plus grande diversité géographique pour faire partie des groupes et équipes de surveillance de l'application des sanctions, la Division a continué de tenir des séances d'information destinées aux groupes régionaux et organisé une activité de sensibilisation le 24 octobre. Une note verbale a été adressée le 12 décembre à tous les États Membres pour leur demander de désigner des candidat(e)s susceptibles d'être inscrit(e)s sur la liste d'experts. Le 22 novembre, elle a également adressé une note verbale à tous les États Membres pour les informer des prochains postes vacants au sein du Groupe d'experts, précisant les calendriers de recrutement, les domaines de compétence recherchés et les autres conditions à remplir. Des avis de vacance de poste ont en outre été publiés en ligne le 22 novembre sur le portail des carrières de l'ONU (<https://careers.un.org>).

34. La Division a continué de fournir un appui au Groupe d'experts, en prêtant son concours à l'établissement du rapport final que le Groupe d'experts a présenté au Comité en décembre et du rapport d'activité qu'il lui a présenté en août. Le Secrétariat a facilité les déplacements des membres du Groupe pour qu'ils puissent s'acquitter de leur mandat, lequel prévoit notamment la tenue de réunions avec les États Membres et d'autres parties prenantes.

35. Le Secrétariat a continué de tenir et d'actualiser la Liste récapitulative du Conseil de sécurité et les listes relatives aux sanctions tenues par les comités, dans les six langues officielles et sous trois formats différents. En outre, il a amélioré l'accès aux listes et en a rendu l'utilisation plus efficace, tout en continuant à tenir à jour dans les six langues officielles le modèle de données approuvé en 2011 par le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions [1267 \(1999\)](#), [1989 \(2011\)](#) et [2253 \(2015\)](#) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés, comme le Conseil l'avait demandé au paragraphe 60 de sa résolution [2734 \(2024\)](#).

36. En outre, le Secrétariat a contribué à la publication, à la mise à jour et à la suppression des notices spéciales INTERPOL-Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, au fur et à mesure des modifications des listes (inscriptions, mises à jour ou radiations).